

PRÉSENTATION DU DOSSIER

(In)justice épistémique à l'ère des transitions socioécologiques : perspectives critiques et engagées

Contexte et objectifs du dossier

Ce dossier de la revue *Organisations & territoires* rassemble des contributions issues de différentes perspectives disciplinaires et de plusieurs territoires (Afrique subsaharienne, Caraïbes, Europe et Amérique du Nord). Les propositions s'articulent autour des approches critiques du capitalisme. Plus précisément, les deux entretiens et les sept articles contribuent à l'avancement des connaissances scientifiques, pratiques et pédagogiques sur les transitions socioécologiques¹, en apportant leurs pierres à l'édification d'une justice épistémique².

En 2023, l'appel à contributions à ce dossier était lancé à la suite de la tenue d'une session thématique intitulée *Justices et transitions socioécologiques : dialogues entre disciplines et territoires, perspectives critiques et transversales* au congrès du Réseau international de recherche sur les organisations et le développement durable (RIODD) à Lille, en France. Notre objectif, en organisant cette session, était de proposer un espace sécuritaire pouvant rendre visibles les travaux scientifiques francophones ainsi que les expériences et expérimentations visant à (re)pe(a)nsner des options alternatives à l'ère du Plantationocène³, et ce, dans un contexte contemporain de montée de différentes injustices et des résistances.

Notre ambition était de constituer, par la publication de ce dossier, une amorce, voire un renforcement de dialogue entre les porteuses et porteurs d'options alternatives dans le monde universitaire (p. ex., sous forme de perspectives théoriques, méthodologiques et pédagogiques anti-extractivistes et émancipatoires) et/ou non universitaire (p. ex., sous forme de plaidoyers, d'initiatives militantes, etc.). La critique étant définie de manière large dans cet appel, nous invitons à la fois les contributrices et contributeurs abordant la déconstruction/contestation (critique de la dissociation entre transition écologique et justice sociale; de la vision moderniste des transitions; des pratiques extractivistes des entreprises au nom des transitions; de l'assimilation des transitions au discours développementaliste, etc.), et celles et ceux s'intéressant à la résistance/(re)construction d'options alternatives et portant une critique positive (innovations sociales; justice épistémique; déhiérarchisation des savoirs; *empowerment*; valorisation des savoirs citoyens, endogènes, ancestraux, autochtones et des subalternes; etc.).

Il convient de mentionner que les recherches critiques et engagées ainsi que les propositions alternatives ont connu un essor ces dernières années, si l'on se réfère à la multiplication des publications, des unités de recherche, des occasions de financement ainsi que des collectifs locaux et transnationaux dédiés. Cependant, nous constatons un maintien des silos disciplinaires et théoriques⁴ sans réel dialogue entre les différents courants adhérant au paradigme critique. La conversation entre le milieu de la recherche et les actrices et acteurs non universitaires est-elle aussi encore limitée. Les différents types de savoirs demeurent ainsi dissociés les uns des autres.

Enfin, si la communauté scientifique francophone bénéficie d'une forte tradition critique (inspirée de De Beauvoir, Derrida, Fanon, Foucault, Glissant et tant d'autres), elle ne met pas assez en son centre l'intersectionnel, l'interculturel, l'interconnaissance et l'interaction des initiatives – lorsqu'elle ne les omet pas. Or, c'est ainsi que pourraient s'imposer la transversalité et le pluriversalisme⁵ indispensables à la déconstruction des connaissances et pratiques porteuses d'injustices et à l'imagination d'autres possibles. Les concepts de justice épistémique, de déhiérarchisation des savoirs et de décolonisation des universités et des pratiques devraient être au cœur des préoccupations de la communauté critique francophone dans son ensemble.

Aujourd'hui, plusieurs perspectives et courants alternatifs se redéfinissent/se retrouvent dans une pluralité de propositions, de collectifs et de pratiques (bien vivre, communalité, féminismes communautaires, activismes, mouvements autochtones ou afrodescendants, etc.). Dès lors, les chercheuses et chercheurs qui s'engagent en faveur des transitions socioécologiques et les actrices et acteurs de projets qui visent à construire des options alternatives aux modes extractivistes d'habiter les territoires et les corps gagneraient à être en dialogue continu. Les chercheuses et chercheurs s'affirmant critiques devraient (re)trouver le souci d'articuler des savoirs ancrés dans des réalités autour des luttes d'émancipation et de justice épistémique afin d'en élargir les imaginaires politiques et les possibilités de coalition.

Notre appel était basé sur cette conviction et conviait les contributions répondant à la question de la redéfinition des relations de pouvoirs sur des enjeux partagés à proposer une nouvelle façon d'élaborer des connaissances sur le monde qui n'excluent pas des mondes, plus spécifiquement ceux des plus vulnérables, des subalternes et des invisibles.

Avec modestie, il nous semble que notre défi collectif a été relevé. Cela a d'abord été possible grâce à la confiance accordée par la direction de la revue *Organisations & Territoires* et à l'accompagnement efficace et bienveillant dont elle a fait bénéficier notre équipe ainsi que les autrices et auteurs. Le dossier n'a pu se constituer sans les contributrices et les contributeurs – dont les autrices et auteurs –, les personnes qui ont accepté d'accorder des entretiens ainsi que les actrices et acteurs de terrain, citoyennes et citoyens, répondantes et répondants aux enquêtes. Et nous ne pouvons pas passer sous silence les apports des collègues ayant mis leurs expertises à la disposition des autrices et auteurs, depuis la sélection des propositions à la

session thématique à Lille et pendant tout le processus éditorial relatif à ce dossier. Même si nous devons taire les noms en conformité au principe de l'évaluation en double aveugle, nous tenons à souligner la qualité de leurs contributions.

Principaux attributs de l'analyse critique des transitions socioécologiques mis en exergue

Trois principaux attributs distinguant les recherches critiques et engagées peuvent être observés de manière significative dans les contributions composant ce dossier : la réflexivité, la déconstruction et la proposition de cadrage pour imaginer d'autres possibles.

Réflexivité

Les recherches critiques et engagées requièrent une réflexivité continue sur les connaissances produites et diffusées concernant les transitions. Cette réflexivité porte à la fois sur la connaissance même et sur la démarche (comment, avec qui, pour qui, par qui, avec quels outils, quelles conséquences, etc.). Les quatre premières contributions du dossier constituent des retours réflexifs sur une carrière (**entretien de Lovasoa Ramboarisata avec Laure Waridel**) et sur des projets, respectivement en France, au Guatemala et au Québec (**entretien croisé entre chercheuses et militantes d'ATD Quart Monde en France, article de Marie-Dominik Langlois et article de Mathilde Manon et Grégoire Autin**). Ces articles permettent de mieux comprendre comment les chercheuses et chercheurs participent à la justice épistémique. De plus, l'exercice réflexif révèle ou corrobore la conscience d'une temporalité spécifique aux recherches avec ou pour les populations en situation d'oppression et/ou de vulnérabilité.

Déconstruction

Les recherches critiques et engagées lèvent le voile sur le caractère extractiviste et excluant de certaines visions des transitions, celles souvent portées par les autorités publiques et par les entreprises privées. Trois contributions s'attellent plus particulièrement à cet exercice de déconstruction. La première est consacrée à l'analyse critique du système agropastoral au Cameroun (**article de Serge Eric Dzou Ntolo**). La deuxième propose une lecture décoloniale du discours du gouvernement du Québec et des entreprises minières québécoises sur la transition énergétique (**article d'Axelle Ferrant**). La troisième pointe les limites des ententes sur les répercussions et les avantages (ERA) entre communautés autochtones et industrie minière (**article d'Emmanuelle Champion**).

Proposition de cadrage pour imaginer d'autres possibles

Les recherches critiques et engagées ne se limitent pas au dévoilement ni à la dénonciation des dysfonctions, des injustices, des accaparements et des exclusions, bien qu'un tel exercice soit indispensable. Alors que toutes les contributions de ce dossier invitent le monde de la recherche à plus

d'ouverture aux perspectives et sensibilités plurielles, notamment à celles à la marge (personnes en situation de pauvreté; personnes neuroatypiques; autochtones de l'Amérique du Nord, des Suds, du monde paysan, des Bossales), les deux dernières contributions élaborent des cadres d'analyse et d'actions permettant d'imaginer d'autres possibles. L'une présente le *lakou* haïtien comme un paradigme endogène d'un modèle de résistance historique et de praxis communale solidaire (**article de Charly Camilien Victor**). L'autre suggère un modèle intégré d'innovation sociale et de décolonisation (**article de Jonathan Harvey, Diane Alalouf-Hall, Majlinda Zhegu et Caroline Coulombe**).

Présentation des contributions

Ce dossier s'ouvre avec la contribution de **Laure Waridel**, écosociologue, professeure associée à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM, autrice, chroniqueuse et cofondatrice de différents collectifs. Dans cet entretien mené par **Lovasoa Ramboarisata**, Laure Waridel partage avec nous ses motivations à s'engager dans la vulgarisation scientifique mobilisante, qui est selon elle un accélérateur de transitions. Alors que les chercheuses et chercheurs devraient créer plus de liens avec les communautés, le monde politique devrait écouter davantage les scientifiques. Ainsi, la science servirait aux meilleures prises de décisions.

La contribution suivante est un entretien croisé entre chercheuses et militantes d'ATD Quart Monde en France. **Fathia Ayad, Inès Berkani, Mathilde Boissier, Elisabetta Bucolo, Christelle Cambier, Eve Sonet, Joëlle Weydert et Céline Vercelloni** font un retour sur le processus de production d'un écrit dont l'objectif était de s'emparer des scénarios établis par l'Agence gouvernementale de la transition écologique en France (ADEME) dans son document *Transition(s) 2050 : choisir maintenant, agir pour le climat* et d'y apporter un regard critique du point de vue des personnes vivant la précarité. L'entretien croisé rappelle l'impératif de reconnaître le rôle actif des savoirs des plus démunis dans les enjeux écologiques afin de faire converger les luttes environnementales et sociales et de favoriser l'agentivité épistémique des citoyennes et citoyens à la marge.

Par la suite, l'article de **Marie-Dominik Langlois** traite des difficultés d'appliquer les principes de recherche en contexte autochtone développés en Amérique du Nord sur un terrain de recherche en Amérique latine. L'autrice croise le champ des méthodologies relatives aux études autochtones, avec les études ethnographiques et les études portant sur l'extractivisme, et considère le terrain comme point de départ de la problématisation, plutôt qu'une instance de vérification d'une problématique préétablie. Sa démarche a permis de saisir les enjeux auxquels font face le Parlement xinka au Guatemala, ses communautés et ses membres par rapport au conflit social autour de la mine Escobal, ce qui a ouvert la voie à d'autres possibilités d'interprétation des enjeux et à la (co)construction de connaissances.

Dans l'article suivant, **Mathilde Manon et Grégoire Autin** rappellent que, face à la construction d'un récit dominant de la transition écologique qui est excluante, il est nécessaire de s'ouvrir à la pluriversalité des rapports à l'environnement et au territoire. À partir du cas de l'organisme Parole d'excluEs, qui adopte une posture de justice épistémique pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale à Montréal-Nord, l'autrice et l'auteur mettent en lumière comment la valorisation de la parole des personnes exclues peut contribuer à la construction d'un récit et d'initiatives de transitions socioécologiques inclusives.

À son tour, **Serge Eric Dzou Ntolo** déconstruit la vision de la transition annexée aux excès de l'urbanisation et de la mondialisation. Il participe ainsi au débat sur le sens de la modernité à l'épreuve d'un écosystème de vulnérabilité humaine. Prenant le secteur agropastoral au Cameroun comme cas d'étude, son article lève le voile sur un système de production plus contradictoire aux effets d'annonce du sens publicitaire de la transition écologique. Le mode de production adopté expose l'environnement et les consommateurs à la vulnérabilité et à la toxicité des substances chimiques. Le concept de la transition écologique agit comme un mirage, selon l'auteur, tant qu'il n'est pas envisagé en vue d'une recomposition spatiale pour une meilleure cohabitation entre les ensembles, humains et non humains.

Dans la même veine, **Axelle Ferrant** se penche sur la vision de la transition énergétique portée par le gouvernement du Québec et par l'industrie minière, une vision qui légitime le développement de projets miniers de la transition. Son article propose de procéder à une déconstruction fondée sur l'approche décoloniale et mobilisant les concepts de colonialité de la nature, d'extractivisme et d'habiter colonial. La question qui y est abordée de front est : Comment (re)penser ces projets miniers présentés comme indispensables à la transition énergétique et interroger le paradoxe d'extraire de plus en plus de ressources des profondeurs de la planète au nom de sa propre sauvegarde?

L'article d'**Emmanuelle Champion** sur la performativité des ententes sur les répercussions et les avantages (ERA), qui sont des accords entre entreprises extractives et communautés autochtones au Canada, interroge dans quelles conditions les parties prenantes marginalisées ont la possibilité de réorienter ces accords en faveur de leurs intérêts. À partir d'une analyse d'une ERA conclue entre une communauté crie d'Eeyou Istchee et une entreprise, l'article identifie les limites des ERA. Une approche décoloniale est ainsi proposée afin de mieux appréhender les défis posés par l'hybridation des logiques d'émancipation et d'autodétermination autochtones avec les cadres normatifs et opérationnels des logiques néolibérales et managériales de l'industrie minière.

Dans la perspective de restaurer une justice épistémique et de proposer un cadre décolonial d'analyse, l'article de **Charly Camilien Victor** présente le lakou haïtien comme un paradigme endogène d'un modèle de résistance historique et de praxis communale solidaire. Alors que le lakou, associé à l'épistémè bossale, constitue un mode d'habiter fondé sur des valeurs de

mutualité et de solidarité et allant à l'encontre du crime écologique colonial, ses apports ont été marginalisés et invisibilisés dans le processus de ce que l'auteur qualifie de créolisation captive. L'auteur stipule que le lakou, en tant qu'espace convivial de coexistence, demeure un modèle qui pourrait inspirer une nouvelle critique sociale constructive en Haïti et ailleurs.

Finalement, l'article de **Jonathan Harvey, Diane Alalouf-Hall, Majlinda Zhegu et Caroline Coulombe** explore l'intersection complexe et fertile entre les processus de décolonisation et l'innovation sociale, mettant en évidence le potentiel transformateur de leur intégration. L'article donne ainsi suite à l'appel à la décolonisation des sciences sociales en embrassant la diversité des voix, expériences et visions du monde. Il propose un modèle intégré s'opérant à travers six principes.

Notre collectif espère que notre tentative en inspirera d'autres. Les attaques envers les transitions socioécologiques, les justices et le monde universitaire, aussi bien aux États-Unis (Marichalar, 2025) qu'ailleurs dans le monde comme en France (Wagener, 2021) ou en Argentine (Santander, 2025), n'ont jamais été aussi virulentes puisque lancées avec vigueur par des acteurs en hauts lieux politiques et économiques, qui commencent à s'organiser et à s'allier internationalement (Cazeaux, 2025). Dans ce contexte, nous estimons que plus de recherches critiques et engagées devraient être menées, diffusées et vulgarisées, et que les espaces de dialogue entre les porteuses et porteurs des perspectives et pratiques alternatives devraient être multipliés.

Ainsi, en plus de nos engagements individuels et entre pairs, l'engagement de tout l'univers de la recherche (établissements d'enseignement, institutions, associations, revues scientifiques, organismes financeurs de la recherche, etc.) est impératif (Boulbina, 2012).

Dimbi Ramonjy

Enseignant-chercheur
Excelia Business School

Celine Berrier-Lucas

Professeure-chercheuse
Institut Supérieur de Gestion - ISG Paris

Lovaso Ramboarisata

Professeure-chercheuse
Université du Québec à Montréal

Marie Fall

Professeure-chercheuse
Université du Québec à Chicoutimi

NOTES

- 1 Mot à la mode s'il en est, la notion de « transition », au singulier, est censée montrer la remise en question de la vision prométhéenne du progrès, acabit du capitalisme industriel fossile, afin d'enrayer les crises. Malheureusement, l'argument de la transition illustre une certaine récupération capitaliste en faisant miroiter un récit progressiste rassurant, et dissimule les inégalités et les injustices tapies dans l'ombre des transformations et des destructions (Mathis et Massard-Guilbaud, 2019; Jarrige et Vrignon, 2020; Fressoz, 2024). Contre cette compréhension conquérante, scientiste et dépolitisée, nous adhérons à une approche pluriverselle et plurielle des transitions, qui refuse la dichotomie moderne de rupture/continuité pour explorer les cosmovisions des transitions socioécologiques reliées entre elles et inscrites dans les luttes concrètes et les expériences de multiples milieux de vie (Kothari et collab., 2019).
- 2 La justice épistémique, que l'on peut associer aussi à la justice cognitive (Visvanathan, 2009), vise à reconnaître le droit des différentes formes de savoirs à coexister (Godrie et Dos Santos, 2017). La quête pour la justice épistémique est indissociable de la décolonisation des savoirs (Hall et collab., 2020).
- 3 Instauré par Anna Tsing (2015) et par Donna Haraway (2015, 2016) comme un concept critique de l'Anthropocène, le Plantationocène restitue à notre ère ses dimensions historiques et politiques, absentes de la notion d'Anthropocène. Aussi, il remet en question la vision homogénéisée de l'humanité anthropocénique, qui masque les rapports de domination instaurés par l'Occident. Haraway (2015) définit le Plantationocène comme « la transformation dévastatrice de divers types de fermes humaines, des pâturages et des forêts en plantations extractives et fermées, qui se fondent sur le travail des esclaves et d'autres formes de travail exploité, aliéné et généralement spatialement déplacé » (p. 162, trad. libre).
- 4 Par exemple, d'un côté, les perspectives décoloniales; de l'autre, les épistémologies des Suds, les féminismes ou encore l'économie politique, la géographie politique, les études autochtones, les *migration studies*, l'écologie décoloniale, les humanités environnementales, etc.
- 5 « Le pluriversalisme est le nouveau territoire décolonisé à partir duquel chacun de nous pourrait parler, à lui-même, à son peuple et aux autres cultures. C'est le cadre approprié pour accueillir et accommoder toute la diversité culturelle du monde. Une diversité qui n'aura de finalité ou de sens que si elle s'appuie sur un dialogue décolonisé susceptible de nous conduire l'unité de l'humain » (Iyé, 2018, p. 285).

RÉFÉRENCES

- Boulbina, S. L. (2012). Décoloniser les institutions. *Mouvements*, 4(72), 131-141. <https://doi.org/10.3917/mouv.072.0131>
- Cazeaux, F. (2025, 7 février). « Make Europe Great Again » : l'extrême droite européenne rassemblée à Madrid pour donner de l'écho à sa puissance au Parlement. *France Info*. https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/le-choix-franceinfo/reportage-make-europe-great-again-l-extreme-droite-europeenne-rassemblee-a-madrid-pour-donner-de-l-echo-a-sa-puissance-au-parlement_7032971.html
- Fressoz, J.-B. (2024). *Sans transition : une nouvelle histoire de l'énergie*. Seuil.
- Godrie, B. et Dos Santos, M. (2017). Inégalités sociales, production des savoirs et de l'ignorance. *Sociologie et sociétés*, 49(1), 7-31. <https://doi.org/10.7202/1042804ar>
- Hall, B., Godrie, B. et Heck, I. (2020). Knowledge democracy and epistemic in/justice: Reflections on a conversation. *Canadian Journal of Action Research*, 21(1). <https://doi.org/10.33524/cjar.v21i1.516>

Haraway, D. J. (2015). Anthropocene, Capitalocene, Plantationocene, Chthulucene: Making kin. *Environmental Humanities*, 6(1), 159-165.
<https://doi.org/10.1215/22011919-3615934>

Haraway, D. J. (2016). *Staying with the trouble: Making kin in the Chthulucene*. Duke University Press.

Haraway, D. J. et Al. (2016). Anthropologists are talking: About the Anthropocene. *Ethnos, Journal of Anthropology*, 81(3), 535-564.
<https://doi.org/10.1080/00141844.2015.1105838>

Iyé, A. M. (2018). Le Xeer Issa : une contribution africaine à la construction du « pluriversalisme ». *Présence africaine*, 1(197), 253-285.
<https://doi.org/10.3917/presa.197.0253>

Jarrige, F. et Vrignon, A. (2020). *Face à la puissance : une histoire des énergies alternatives à l'âge industriel*. La Découverte.

Kothari, A., Salleh, A., Escobar, A., Demaria, F. et Acosta, A. (dir.). (2019). *Pluriverse: A post-development dictionary*. Tulika Books.

Marichalar, P. (2025, 11 février). La résistance universitaire du trumpisme : entretien avec Joan W. Scott. *Mouvements des idées et des luttes*.
<https://mouvements.info/la-resistance-universitaire-au-trumpisme>

Mathis, C.-F. et Massard-Guilbaud, G. (avec la collab. du Réseau universitaire de chercheurs en histoire environnementale). (2019). *Sous le soleil : systèmes et transitions énergétiques du Moyen Âge à nos jours*. Éditions de la Sorbonne.

Santander, S. (2025, 5 janvier). Comment Javier Milei transforme l'Argentine. *The Conversation*. <https://theconversation.com/comment-javier-milei-transforme-largentine-246434>

Tsing, A. L. (2015). *The mushroom at the end of the world: On the possibility of life in capitalist ruins*. Princeton University Press.

Visvanathan, S. (2009). The search for cognitive justice. *Knowledge in question: A symposium on interrogating knowledge and questioning science*.

Wagener, A. (2021, 8 décembre). Le « wokisme » ou l'import des paniques morales. *The Conversation*. <https://theconversation.com/le-wokisme-ou-limport-des-paniques-morales-172803>.

DOI : <https://doi.org/10.1522/revueot.v34n1.1910>

